

ARRETE DU MAIRE  
PORTANT AUTORISATION D'ORGANISER UNE MANIFESTATION

N°ST 2023\_379

Le Maire de la Commune de Saint-Marcellin,

**VU** la demande en date du 9 novembre 2023, de l'association ROULAVELO, représentée par Madame Marie BRUNEL, d'organiser une animation « Véloparade lumineuse » sur le domaine public de la commune le samedi 16 décembre 2023, dans le cadre de la campagne nationale « Cyclistes brillez » pour sensibiliser les cyclistes à l'importance de l'éclairage à vélo,

**VU** la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée relative aux droits et libertés des collectivités locales,

**VU** la loi n°83-8 du 7 janvier 1983 modifiée relative à la répartition des compétences entre les communes, les départements, les régions et l'état,

**VU** le Code général des Collectivités territoriales,

**VU** le Code général des Propriétés des Personnes publiques,

**VU** le Code de l'Urbanisme,

**VU** le Code de la Route et l'Instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I - 8ème partie - signalisation temporaire - approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

**VU** le Règlement de voirie communale,

**VU** la délibération 2019\_070 du 9 juillet 2019,

**VU** l'état des lieux,

**CONSIDERANT** que pour permettre l'organisation de la manifestation faisant l'objet de la demande, d'assurer la sécurité des participants et des usagers de la voie, il y a lieu d'arrêter les dispositions suivantes :

**A R R E T E**

**Article 1 - Autorisation** : Le samedi 16 décembre 2023 le bénéficiaire est autorisé à organiser une animation :

- A partir de 16 h 45, le bénéficiaire est autorisé à accueillir les participants sur le Champ de Mars.
- A partir de 17 h 00, le bénéficiaire est autorisé à organiser une déambulation et à emprunter les voies et places sur le parcours suivant : départ Champ de Mars, puis boulevard Riondel, route de Chevières, rue Georges Dorly, rue du Mollard, ancienne route de Chatte, rue Puvelin et route de St Marcellin sur la commune de Chatte, avenue du Docteur Carrier, rond-point des droits de l'enfant, avenue du Docteur Carrier, Cours Vallier, avenue de la Saulaie, rue de la Poterie, avenue de Saint-Vérand, rue des Récollets, rue Brenier-de-Montmorand, boulevard du Champ de Mars, avenue de la Santé, arrivée devant le Forum.
- A partir de 17 h 45, à l'issue de la déambulation, l'animation se poursuivra à l'intérieur du Forum.

**Article 2 - Prescriptions techniques particulières** : L'organisation de la déambulation se fera dans les conditions de sécurité suivantes :

- La déambulation sera encadrée par douze (12) bénévoles signalés par un gilet réfléchissant « vélo » qui utiliseront des talkies-walkies pour maintenir la cohésion du cortège.
- Les participants seront équipés d'un gilet réfléchissant et d'éclairages.
- Les cyclistes devront respecter les règles du code de la route sur tout le parcours.

**Article 3 - Sécurité et signalisation** : L'organisateur est chargé d'assurer l'encadrement et la sécurité des participants. Les installations nécessaires à la manifestation visée à l'article 1 seront réalisées de façon à préserver, en toute circonstance, la circulation des piétons et l'accès des riverains, ainsi que la circulation des véhicules de secours et de service.

**Article 4 - Responsabilité** : Cette autorisation est délivrée à titre personnel et ne peut être cédée. Son titulaire est responsable tant vis-à-vis de la collectivité représentée par le signataire que vis-à-vis des tiers, des accidents de toute nature qui pourraient résulter de l'organisation de cette manifestation ou de l'installation de ses biens mobiliers. Les droits des tiers demeurent expressément réservés.

**Article 5 - Publication, affichage et diffusion** : Le présent arrêté sera publié et affiché, conformément à la réglementation en vigueur, en mairie de Saint Marcellin. Monsieur le Commandant de la Compagnie de Gendarmerie de Saint-Marcellin, Monsieur le Directeur Territoire Sud Grésivaudan, Monsieur le Directeur Général des services de la Mairie, Monsieur le Directeur du Pôle Technique, Messieurs les Gardiens de la Police Municipale, la personne responsable des travaux, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté.

**Article 6 - Recours** : Conformément à l'article R421-1 du code de justice administrative, le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Grenoble dans un délai de deux mois à compter de sa date de notification ou de publication.

Fait à Saint-Marcellin,  
Le 10 novembre 2023,

**Le Maire,**  
**Raphaël MOCELLIN,**

Pour le Maire et par délégation,

**La Cheffe de Service des Espaces Publics,**  
**Gwenaëlle LAMY**

